

INSERTIONS

S'adresser au bureau du journal  
de 8 à 11 heures du matin et  
de 2 à 6 heures du soir

Redaction et Administration:

PIEDRAS, 277 (premier étage)

# UNION FRANÇAISE

PETIT

JOURNAL DU MATIN

1ère. Année Num. 167--92

DIRECTEUR: J.-G. BOIXON DUBARD

MONTEVIDEO--Samedi 19 Décembre 1891

ABONNEMENTS

Montevideo et Départements	Arg.	Brsil	En
Un an	\$ 1.00	\$ 1.50	or
Trois	3.00	4.50	»
Six	6.00	9.00	»
Un an	12.00	18.00	»

Nombre de jour : 0.04  
ancien : 0.10  
Les abonnements partent du 1er, et 15  
chaque mois.

## Pétition des actionnaires DE LA BANQUE NATIONALE

Serait-il vrai que l'appétit vient en mangeant ?  
Si la chose est douteuse au point de vue purement physiologique, elle paraît du moins tendre à devenir certaine pour les robustes estomacs des spéculateurs de la Bourse.  
Nous ne nous expliquons pas autrement, en vérité, l'aplomb avec lequel on a lancé hier une pétition, qui peut sembler un défi aux lois de l'équité, par la sans façon avec laquelle on paraît vouloir exiger que le pays tout entier paye intégralement, au profit d'un petit nombre de gens habiles, les erreurs de spéculations malheureuses.

Tous ceux qui n'avaient pas les préoccupations égoïstes, tous ceux dont la sincérité n'est pas faussée par des calculs personnels et des convoitises, ont reconnu que le P. E. a poussé jusqu'aux limites extrêmes, dans ses projets, la condescendance et la générosité envers les actionnaires de la Banque Nationale.

Beaucoup de bons esprits ont trouvé même qu'on était allé trop loin, et que cette magnanimité était d'autant plus excessive qu'elle profiterait surtout aux écumeurs de Bourse, à ceux qui ont tout fait depuis de longs mois pour précipiter la baisse et accaparer à vil prix les titres des affamés et des apeurés.

Quelles que soient nos sympathies pour les victimes innocentes des fautes et de la crise, il est une victime plus intéressante encore, c'est le pays tout entier qui a souffert aussi des erreurs accumulées, et dont les travailleurs ne doivent pas payer seuls les pots cassés.

La pétition que nous reproduisons ci-dessous est l'œuvre de tacticiens habiles, habitués aux expédients de la chicane. On a voulu imiter ces plaideurs qui, prévoyant qu'on va porter une plainte contre eux, s'empresse de lancer une citation et de formuler des griefs.

C'est pour ôter aux Pouvoirs Publics la tentation de retrancher quoi que ce soit aux concessions annoncées, qu'on en sollicite de plus grandes.

On n'est pas plus adroit, en vérité, mais nous voulons espérer que personne ne se laissera prendre à cet artifice des Ulysses de la corbeille.

Voici la pétition qui a été remise aux mains du monsieur le Président de la République par M. Collado, représentant de MM. Baring Brothers. La pétition est signée, assure-t-on, par de nombreux (t) actionnaires de la Banque Nationale.

Excellence :  
Les actionnaires de la Banque Nationale soussignés, respectueusement, se présentent devant vous et disent : que les circonstances spéciales qui ont amené la situation dans laquelle la Banque Nationale est placée, autorisent les signataires à solliciter qu'on améliore l'indemnité qu'indirectement on leur accorde dans les projets qui ont été récemment envoyés au Corps Législatif.

Il est peut-être inutile d'entrer dans des considérations étendues de haute équité que V. E. ne laisse point passer inaperçues, et il existe en outre, une circonstance qui rendra fort léger le sacrifice que nous exigeons de l'Etat.

Le Directoire de la Banque Nationale, dans le mémoire dont il a donné lecture dans la dernière assemblée d'actionnaires qui a eu lieu, disait : « Comme vous le savez par cet état, le Directoire opine que la solvabilité de l'établissement est indiscutable et que, en raison, par un excès de sévérité, à neuf millions de piastres environ, les valeurs qui constituent son actif, en tenant compte ainsi des pertes probables ou possibles, il resterait encore un excédant en sa faveur, soit un capital net de \$ 2.819.635,21, auxquels il convient d'ajouter ce que peuvent valoir les privilèges de la Banque, qui n'est pas croyable qu'on lui enlève en aucun cas sans une juste indemnité. »

Une liquidation prudente, sensée, donnerait donc, même sans tenir compte de l'amélioration qui a commencé à se produire dans la situation commerciale et économique du pays, un capital net pour les actionnaires de la Banque Nationale de \$ 2.819.635,21, et c'est là un excédant que l'Etat percevra si la liquidation se fait pour son compte comme on le projette.

Les actionnaires croient, par suite, qu'ils ont le droit de solliciter qu'on améliore la situation que leur crée le projet que l'on étudie en ce moment à la Chambre des Représentants.

Ils considèrent que, outre la propriété de la Banque Nationale Hypothécaire, aux conditions dans lesquelles la crée le projet, on eût dû leur accorder une indemnité de deux millions de plus de dette publique de même amortissement et intérêt que celle qui est adjugée à la Banque Hypothécaire, et qu'on leur délivrerait au prorata de leurs actions.

La liquidation de la Banque Nationale, comme on l'a dit, donnera sûrement un bénéfice qui compensera avec excès, pour l'Etat, le débours de l'amortissement des six millions de dettes, et l'on donnerait ainsi satisfaction à une réclamation qu'il est juste de prendre en considération.

Dans la condition où les projets placent les actionnaires, il serait préférable pour eux de s'en tenir à la liquidation en sa forme ordinaire, car, sûrement, ils obtiendraient ainsi un dividende plus élevé pour les actions que le bénéfice que pourrait leur offrir leur qualité d'actionnaires d'une Banque Hypothécaire qui ne pourra qu'à peine, pendant bien longtemps, servir l'intérêt de ces échéances, et qui, par conséquent, ne pourra de plusieurs années donner aucun dividende à ses actionnaires.

Il y aurait d'autres moyens encore de fournir une compensation aux actionnaires de la Banque Nationale, en substitution de celui que l'on indique ici, et ceux-ci pourraient être proposés dans une entrevue verbale que l'on daignerait accorder à une Commission prise parmi nous; mais pour le moment les soussignés ont cru convenable de s'en tenir à celui qu'ils ont indiqué.

Si, comme il n'est point douteux V. E. trouve juste cette respectueuse demande, les soussignés espèrent que V. E. voudra bien adresser un message à l'Assemblée Générale, avec la hâte que le cas exige, pour proposer la modification indiquée, aux projets remis par le P. E.

Montevideo, 7 décembre 1891.

(suivent les signatures)

## Questions Européennes

### LE CABINET FREYCINET ET LA CHAMBRE

La scission de la majorité républicaine de la Chambre s'est encore accentuée à la séance de mardi dernier et il a fallu toute l'énergie et toute la cranerie de M. Rouvier, ministre des finances, pour venir à bout de la coalition d'extrême gauche et de droite qui a failli amener la chute du cabinet Freycinet: une majorité de 28 voix a donné raison au ministre; un déplacement de 14 voix eût mis le gouvernement par terre.

La situation parlementaire ne semble donc pas bonne pour le cabinet Freycinet; les bruits de couloirs et de presse tendent même à envahir cette situation, et l'on a parlé, à propos, de ressentiments très vifs qui se seraient produits entre M. de Freycinet et Constant; on traiterait même dans des détails précis et l'on affirmerait que M. Constant était partisan d'une politique de modération, tandis que M. de Freycinet voulait conserver le concours de l'extrême gauche, malgré les pièges de toutes sortes que les membres de cette fraction parlementaire ne cessent de tendre au gouvernement.

Je me suis adressé, pour avoir des renseignements et acts sur ces rumeurs, à un personnage qui touche de très près à l'un des ministres les plus en vue, et voici ce qu'il m'a dit, en échange de ma promesse formelle à mon interlocuteur de ne pas prononcer son nom; je transcris textuellement les paroles prononcées de peur d'en dénaturer le sens ou l'esprit.

« Il n'y a pas un mot de vrai, m'a dit le personnage en question, dans les bruits des dissensions ministérielles, que l'on propage dans les couloirs; M. de Freycinet et Constant sont absolument d'accord, ainsi, d'ailleurs, que tous les membres du cabinet. Je puis même vous dire qu'au conseil de ministres d'hier mardi, il a été décidé à l'unanimité que tous les ministres seraient solidaires, et qu'il suffirait qu'un membre quelconque du cabinet fût mis en minorité, pour que tous les autres ministres se retirassent avec lui; M. Rouvier serait tombé mardi sur l'amendement Pelletan que tout le monde l'aurait suivi dans sa chute. »

On parle beaucoup d'interpeller le ministre; sachez donc que le ministre désire vivement l'interpellation dont on veut le menacer; le jour où elle se produira en séance publique, M. de Freycinet, président du conseil, montera à la tribune et commencera par souligner l'union étroite de tous ses collègues, tant sur la question de Fourmies que sur toutes les autres questions; de même pour ce qui concerne l'élection d'un obscur député de l'extrême gauche, M. Vacherie, visant l'attitude des préfets en province, M. Constant fera à la tribune les déclarations les plus énergiques et couvrira ses préfets avec son équité et son courage coutumiers; on verra alors si la Chambre veut réellement renverser le ministère qu'il faudra, suivant l'expression pittoresque de M. Clémenceau, soutenir ou renverser « en bloc ». Le cabinet actuel vit depuis deux ans et huit mois; c'est là un exemple de longévité unique durant la période républicaine qui va du 4 septembre 1870 jusqu'à nos jours; le ministère restera au pouvoir par la volonté raisonnée des républicains, ou bien il se retirera sous les coups d'une coalition des partis extrêmes.

Je suis convaincu que dans l'un ou l'autre cas le pays lui aura gré de son attitude; lui tiendra compte des services rendus au bon ordre politique qui doit être, en quelque sorte inhérent à la République elle-même. »

Je le répète, les paroles que je transcris ici empruntent une importance exceptionnelle à la haute situation du personnage qui les a prononcées, et je croirais en affaiblir la portée si je faisais suivre le commentaire ou des appréciations personnelles quelconques.

## A PROPOS DES OBSEQUES DE DON PEDRO

Le « Brésil Républicain », notre excellent confrère français du Rio de Janeiro, nous a apporté hier matin le très judicieux article suivant que nous nous faisons un plaisir de reproduire :

« Le côté le plus saillant de ces funérailles, qui prennent aujourd'hui l'importance d'un événement, a été leur caractère officiel de la part du gouvernement français, et leur caractère international par l'assistance officielle aussi de tout le corps diplomatique accrédité près de l'Élysée. Seul le représentant du Brésil était absent, ayant reçu l'ordre du Sabinet. »

Le procès du gouvernement républicain a été et continuera à être apprécié de diverses façons, tant au Brésil qu'en Europe et sans doute aussi en France; mais partout il sera approuvé par l'immense majorité des populations.

Par les extraits de divers journaux parisiens de toutes nuances publiés par le « Journal du Brésil », on sait déjà que la presse française est unanime à louer, comme souverain et comme homme, le vieillard qui vient de fermer les yeux dans l'exil.

L'Europe entière, par la présence de ses représentants aux cérémonies de la Madeleine, s'est officiellement associée aux procédés du gouvernement français, lesquels, du reste, et à tous les points de vue, nous paraissent non seulement corrects, mais dignes de toute approbation.

Il y avait d'abord un précédent contre lequel on ne pouvait aller.

Quand le roi de Hanovre, détrôné par l'Allemagne, est décédé à Paris, le gouvernement français, se mettant au-dessus des mesquines idées qui, dans les États monarchiques, président aux révolutions de palais, a jugé à propos de faire de silencieuses obsèques, au souverain dépossédé d'un petit État incorporé dans la puissante confédération allemande. L'Allemagne n'a pas été précisément satisfaite; mais on ne s'en est point préoccupé.

Le souverain détrôné d'un des plus vastes empires du monde, venant à mourir lui aussi dans la capitale française, le gouvernement ne pouvait faire moins pour lui que pour le petit roi de Hanovre, sans froisser les susceptibilités de toutes les familles régnantes auxquelles

était allié à divers titres l'ex-empereur D. Pedro d'Alcantara. Et c'est pourquoi il a rendu à celui-ci des honneurs funéraires absolument égaux à ceux dont a été l'objet le défunt roi dont nous parlons.

Notre gouvernement eût fait plus, que personne ne pourrait non plus l'en blâmer. D. Pedro possédait des titres spéciaux à la sympathie du peuple français. A tort ou à raison, il était chez nous très populaire, étant considéré comme le type phénoménal d'un empereur démocrate.

De plus il était membre de notre Académie, ainsi que de plusieurs sociétés savantes et dignitaires de la légion d'honneur, il s'était toujours montré plein de sympathie pour la France qu'il avait choisie comme lieu d'exil, lui donnant la préférence sur toutes les résidences princières que les souverains de sa famille avaient mises à sa disposition, et c'est à tort que l'on a dit qu'il était mort dans la chambre d'un hôtel parisien, au lieu de finir ses jours dans les vastes et somptueux appartements d'un palais.

D'autre part, on peut considérer la conduite du gouvernement français en cette circonstance, comme un acte de haute politique. Au moment où la République vient de recueillir les significatives manifestations des deux principales monarchies de l'Europe, il est noble pour elle d'avoir prouvé aux représentants de toutes les familles royales qui se pressaient à Rio de Janeiro, le cœur assez haut placé pour mépriser les mesquines et vulgaires distinctions de royaumes, empires, principautés, etc., et pour ne voir dans tous les peuples que des membres de la grande famille humaine, que des frères, auxquels, quel que soit leur nom, elle tend les mains avec une égale cordialité.

Aussi, notre persuasion intime est que la France a remporté mercredi une grande victoire morale, dont les conséquences lui seront plus profitables que le gain de plusieurs batailles contre les régiments ennemis.

A un autre point de vue, la France n'a été dans cette même circonstance que le mandataire des autres gouvernements non seulement de l'Europe mais de l'Amérique et presque du monde entier, qui se sont joints aux manifestations en l'honneur du monarque défunt; et à ce titre il était de son devoir de s'acquiescer le plus largement possible de cet honorable mandat que la forcée des circonstances lui imposait.

Au Brésil, c'est avec une reconnaissance enthousiaste, contre laquelle ne s'est pas encore élevée une seule voix, qu'a été accueillie la conduite du gouvernement français. Les sociétés, des établissements de diverse nature, des confréries, des associations ont voté des remerciements à la France. Notre ministre a reçu à Petropolis plus d'un télégramme dans ce sens et nous savons qu'une souscription est ouverte pour élever à Paris un monument qui portera cette simple mais éloquent inscription.

A la France magnanime  
La reconnaissance brésilienne

1891

Nous disons qu'aucune note discordante ne s'est encore élevée; mais cela va venir. Le procès du gouvernement brésilien l'indiquera assez. Sans doute les auteurs de la révolution du 15 novembre ne peuvent voir avec grande joie les hommages rendus au souverain qu'ils ont détrôné; mais nous pensons qu'ils poussent un peu loin la susceptibilité.

Ce qui a été jeté à bas le 15 novembre, c'est l'institution monarchique, devenue incompatible avec les aspirations du pays, mais non pas la personne de D. Pedro d'Alcantara; comme politique, l'ex-empereur a été, et il l'est, de l'intérêt du pays de se débarrasser de son administration; comme homme il a conservé l'estime et la sympathie des brésiliens et de tous les étrangers.

Or c'est à l'homme que la nation brésilienne et presque tous les autres peuples viennent de rendre hommage; et les honneurs funéraires de mercredi ne renferment point de la part de la France républicaine, surtout, la moindre pensée de blâme contre la révolution dont est sorti la République brésilienne. Ce caractère qu'a eu la cérémonie de la Madeleine eût été encore bien plus affirmé si le Brésil s'y était associé en la personne de son représentant près du gouvernement français.

Personne n'eût plus eu alors le moindre prétexte de donner aux funérailles une portée politique quelconque, et à notre humble avis, le gouvernement brésilien eût sagement agi en ne manifestant point sa contrariété.

Du reste, il avait pour cela un excellent prétexte, puisqu'un prétexte même. Tous les liens entre l'Etat brésilien et D. Pedro ne sont pas entièrement rompus; le gouvernement lui-même, par une imposition de la constitution républicaine, était forcé d'entretenir avec lui des relations; D. Pedro était pensionnaire de l'Etat, qui lui a voté une pension annuelle de 120 contos de reis.

On pouvait d'autant mieux se montrer grand que personne ne peut prendre au sérieux l'idée d'une restauration, maintenant plus que jamais. Les innombrables manifestations de citoyens brésiliens n'ont pas ce sujet la moindre portée; le gouvernement le sait mieux que personne.

Si la princesse Isabel, grisée par ces témoignages de sympathie qui lui arrivent de toute part, s'est figurée qu'il lui serait facile de reconquérir le trône de son père, et si comme on dit, elle va publier un manifeste à son peuple en ce sens, ce sera une désillusion de plus que la malheureuse princesse aura à subir, quand elle aura repris le chemin nécessaire pour voir les choses sous leur véritable couleur.

### UNE EXPULSION EN ALSACE-LORRAINE

D'après une correspondance de Berlin que publie le « Post de Strasbourg », M. Edouard Gros, de la maison Gros, Roman et Comp., sera expulsé pour avoir assisté à l'inauguration du chemin de fer de Bussang, et par conséquent aussi, avoir entendu les discours prononcés à cette occasion par M. Jules Ferry et M. Méline.

La Post dit que M. Gros étant Suisse, le gouvernement pourra l'expulser sans recourir à l'article de la dictature.

Quant à M. Dreyer, qui a été expulsé assisté à la fête de Bussang, il est Alsacien-Lorrain. Non seulement il est membre du conseil d'ar-

rondissement, mais il remplit aussi les fonctions de juge suppléant au tribunal cantonal. La Post dit qu'on n'expulsera pas M. Dreyer, mais que le « gouvernement lui fera comprendre à lui aussi, dans une forme appropriée au but, qu'il est décidé à ne pas laisser les Alsaciens-Lorrains jouer le rôle d'allumettes de la guerre. »

### La panique de Rio de Janeiro

Nous trouvons dans les journaux de Rio de Janeiro arrivés hier quelques détails sur le krack dont il a été question dans les premiers jours du mois et sur la panique qui a suivi.

Notre confrère français, s'exprime ainsi à ce sujet :

« N'ayant pas à contribuer à répandre la panique sur la place, nous nous sommes abstenus de parler de la situation précaire de la compagnie, du chemin de fer situation due il faut bien le reconnaître, à la spéculation effrénée et inexplicable de la part d'hommes sérieux et consciencieux, à laquelle se sont prêtés les administrateurs. »

Malgré l'actif énorme de la Compagnie, composée surtout de ses lignes en exploitation et de son matériel, elle se trouve aujourd'hui en pleine déconfiture. C'est un krack énorme sur notre place déjà si éprouvée, et qui frappant les banques et les capitalistes les plus puissants, va surtout frapper un nombre immense de petits commerçants, employés, travailleurs, qui s'étaient laissés prendre aux gains fabuleux de la compagnie.

Malgré les plus vives sollicitations, le gouvernement a dû se désintéresser de cette affaire, tout particulièrement.

Un peu de calme de la part des créanciers peut, sinon sauver absolument la situation, au moins la rendre beaucoup moins ruineuse, et sauver une grande partie des fonds engagés. Une réunion effectuée mercredi a déjà pris quelques résolutions en ce sens.

Ce dont il faut se garder présentement est de se laisser prendre de panique et de provoquer des mesures violentes; les responsabilités se liquideront plus tard.

Le comte de Leopoldina et le conseiller Melio Barreto, ont offert leur fortune personnelle, qui est immense, si les ressources de la compagnie ne suffisent pas à solder le passif. Donc, un peu de patience.

Le bruit ayant couru que la Banque de Crédit Populaire avait d'importants engagements avec la Compagnie Générale des Chemins de fer, des particuliers, des compagnies, des administrateurs et même la Banque Anglaise ont refusé de recevoir le papier émis par cette banque, en vertu d'une loi de l'Etat.

Ce fait souleva l'indignation publique, et la police dut intervenir pour préserver de la violence la Banque de Crédit.

De suite le gouvernement fit annoncer que les billets de la Banque de Crédit Populaire étaient garantis et qu'il n'y avait aucun motif de les refuser. La Banque de la République fit en outre afficher à la Bourse qu'elle recevait en paiement et en dépôt ces mêmes billets de la Banque.

Grâce à ces mesures, la panique a à peu près pris fin, mais le marché financier n'en reste pas moins fortement atteint.

### Le Projet de banques

MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LA COMMISSION DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

V. L'UNION FRANÇAISE d'hier.

Art. 18.—Bases 2.—Les prêts de la Banque Hypothécaire de l'Uruguay se feront en titres hypothécaires, délivrés pour leur valeur nominale, avec garantie de première hypothèque, sur un ou plusieurs biens immeubles, libres de toute charge, situés dans la juridiction de la République, à des termes qui ne passent pas de trente ans, et par le système d'amortissements accumulatifs, d'après des tables que formera le Directoire de la Banque et qu'il mettra à la disposition des propriétaires.

Bases 19.—Les titres hypothécaires que la Banque émettra jouiront d'un intérêt maximum de 8 % annuel, payable trimestriellement ou tous les six mois, selon la résolution que prendra le Directoire en annonçant l'émission de chaque série.

Art. 20.—Le premier directoire de la Banque Hypothécaire de l'Uruguay sera nommé pour 4 ans, et l'un de ses membres sera élu par une assemblée générale des porteurs de cédules et titres hypothécaires actuellement en circulation.

L'Assemblée générale des actionnaires et celle des porteurs de cédules seront convoquées par le président du Directoire, désigné par le P. E.

La convocation se fera avec dix jours d'anticipation, et dans les deux réunions on procédera à l'élection, quel que soit le nombre d'actionnaires et de porteurs qui y concourent.

Chaque 20 actions et chaque deux mille piastres nominales en cédules ou titres hypothécaires donnera droit à un vote et nul n'aura droit à plus de six votes.

Personne ne pourra voter sans avoir fait enregistrer ses actions, cédules ou titres en la forme que déterminera le président du Directoire avec l'approbation du P. E.

Chapitre III.—Bases 1.—Le capital ne sera pas de moins de huit millions de piastres, à réaliser en totalité dans un délai de deux années, et il pourra être augmenté avec la permission du P. E.

La Banque ne pourra ouvrir ses opérations sans avoir en caisse la moitié au moins de son capital, soit quatre millions.

Une partie de ce capital, fixée par le P. E. dans le contrat de concession, sera offerte en souscription publique dans le pays.

Bases 2.—La Banque sera obligée d'établir des succursales dans les départements de la République, à la seule condition que leurs opérations produisent suffisamment pour les maintenir sans pertes.

Elle établira six de ces succursales dans les départements les plus importants, au cours de la première année, à partir de la date d'installation de la Banque; six autres seront établies la seconde année; les autres le seront dans le courant de la troisième année.

Bases 10.—Tous les dépôts judiciaires et administratifs se feront à la Banque.

Les dépôts judiciaires et l'émission jouiront d'un droit égal de prélation sur toutes les autres dettes simples de la Banque.

Chapitre IV.—Art. 21.—Tant que la nouvelle Banque ne fonctionnera pas, le service de la dette Publique et des dépôts judiciaires sera fait par un Bureau de Crédit Public géré par un Directeur, nommé par le P. E. avec un traitement égal à celui des chefs des autres bureaux du ministère des Finances, et pourvu des employés nécessaires, empruntés au personnel actuel des Sections Dépôts Judiciaires et Dettes Publiques de la Banque Nationale.

Pour couvrir les dépenses de ce bureau, on y appliquera la Commission de service que percevait la Banque Nationale.

Salle de la Commission, 14 décembre 1891.

Lacueva.—Rodriguez.—Perez.—Silva.

## FAITS DIVERS

Municipalité sédlieuse.—Toujours l'histoire des moutons enragés. La municipalité montevideño qu'on croyait si débonnaire et si pacifique est en train de se faire une légende de révoltes indomptables.

Il paraît, en effet, que l'élection de M. Aguilar, en remplacement de M. Gomez, loin d'être la fin du conflit, n'en est qu'une aggravation. Plusieurs de nos confrères avaient cru y voir une adhésion au règlement décrété par le P. E., mais il paraît que loin d'accepter ce règlement la belle-municipalité le repousse et l'a renvoyé purement et simplement au Gouvernement.

Cette discorde au camp d'Agraman promet des péripéties émouvantes, et l'on nous assure qu'un jeune poète montevideño s'apprête à les mettre en hexamètres.

Maria Iriarte de Munyo.—A la fleur de l'âge encore, et quand tout semblait présager à sa famille le bonheur de la conserver jusqu'aux extrêmes limites de la vieillesse, Maria Iriarte de Munyo a été ravie presque subitement dans la nuit de jeudi à l'affection des siens.

Nous présentons à sa famille nos plus respectueux et cordiaux sentiments de condoléance, et souhaitons à son époux et à ses enfants la résignation dont ils ont besoin pour supporter une aussi cruelle disgrâce.

La chambre Verte d'Hermann.—La Chambre verte a été le clou de la soirée avanthier à Cihils. Les scènes d'apparition et de disparition machinées par l'habile prestidigitateur ont eu le plus vif succès, et dépassent véritablement par leur impossibilité apparente tout ce qu'on peut imaginer.

L'Adour.—Le cargo-boat Adour des Messageries Maritimes, capitaine Fournier, est parti de Bordeaux le 12 novembre avec charge pour le Brésil et la Plata.

Au manifeste de Bordeaux nous relevons pour Montevideo :

Echebest et Munyo, 6 bques vin; Dufrechou, 21 bques vin; à ordre, 4 c. barils; Dufrechou bijou, 20 fls absinthe; Comis Brunet et Cie, 5 c. conserves; Dufrechou fils et Cie, 63 c. liquides.

L'Orénoque.—Ce magnifique vapeur de la Compagnie des Messageries Maritimes a débarqué avant hier à l'île de Flores les passagers suivants :

Passagers de chambre.—MM. A. Serralla, sa femme et deux enfants; Blas Montes et sa femme; Chouin; Jules Galen; Penley et sa femme. Passagers de l'entrepont.—MM. Santiago Arana; Julian et Eluterio Rodriguez; Nicolas Recalde; Maria Poluaga; Maria Ibarra; Bartholomé Orombala; Cívino Galano; Nicolas Recalde; Maria Saluaga.

Manifeste de l'Orénoque.—du Bordeaux : A ordre, 1 c. marchandises; Demarchi Parodi et Cie, 250 c. eaux-minérales; Juan Mallois, 10 c. machines brancards; Roque Cazaux, hermanos, 100 bques vin, 25 c. conserves, chocolat; Petit Serrà Blyndon et Cie, 700 c. liquides, 5 c. lithographies, conserves alimentaires; 35 c. capsules, bouchons, instruments agricoles, volant fonte; à ore, 100 barriques vin; Aguilar et Braga 40 fardeaux caisses démontées; Antonio Chiarino et Cie, 100 bques vin; Miguel Oneto et Cie, 75 bques vin; Portu Muscetti et Cie, 75 bques vin; Narciso Fariols, 100 c. prunes sèches; Pierre Laborio, 1 c. vin; Trabucatt et Cie, 3 c. papiers à cigarettes, affiches; Courtois et Vigneau, 2 balles cuirs; l'agent de la Compagnie, 12 c. tabac.

A ordre, 1 c. montres; fournitures d'horlogerie; Apestequy frères, 4 bques vin.

De Paris: Serralla, 3 c. histoire naturelle; curé du Reduto, 1 c. statue; Viana Canale et Cie, 1 c. articles modes, 7 c. vases porcelaine, meubles, tableaux, papiers peints; à ordre, 1 c. papier imprimé; Molando et Cie, 1 c. meubles démontés; Jacobo Steinhener et Cie, 1 c. bijouterie, tabletterie; à ordre, 2 c. chapeaux, 2 c. bonneterie; à ordre, 1 c. meuble; Mir Garcia et Cie, 2 c. marchandise, échantillons; Costa y Crevetto h., 3 c. chemises, tisseurs; à ordre, 1 c. mercerie; Fernando Garibotti, 1 c. chapeaux.

Lloyd Brasilerio.—M. Henri Sà, agent à Montevideo de la compagnie de vapeur du « Lloyd Brasilerio », vient d'être nommé directeur gérant de cette compagnie, dans le Rio de la Plata. Nous sommes heureux l'en féliciter.

Bonbons nutritifs inaltérables.—Avez-vous des enfants débiles et voulez-vous les fortifier? Donnez-leur des bonbons nutritifs inaltérables de Demarco et Miret, les intelligents et habiles confiseurs de la Confiteria Americana (18 de Julio, 321.)

Etez vous dyspeptique, malade ou convalescent, fatigué par les chaleurs, dépourvu d'appétit, énérvé, harassé ou pisse, necei! Faites usage des bonbons nutritifs.

Eux peu de jours, grâce à ce bonbon aussi savoureux que substantiel, avec sa base de viande sèche, vous reconquerez l'appétit, les forces, la santé et la gaieté.

Plus de révéleries trompeuses et de robes mensongères, et vive le bonbon de la Confiteria Americana!

Avec lui est résolu le problème guérir les malades en leur donnant pour médicament une friandise.

Etat-Civil.—Décès du 17. Juan Laramendy, fr. mcr, 81 ans, viudo, blanco, pulmonia, Mini 12, 4 seccion, casa alta.

Rosa Magariños née Rojas, oriental, 42 años, casada, blanca, carcinoma luterino, Municipio 121, 15. seccion casa baja.

Diego Garcia y Lopez, español, 82 años, sol-









# INSTITUTO ODONTOLÓGICO AMERICANO

DIRIGIDO POR LOS CIRUJANOS DENTISTAS  
**F. CASULLO Y HNO.**

206—CALLE ANDES—206 ESQUINA 18 DE JULIO

Avisamos a nuestra clientela y al público en general que hemos establecido un Instituto Odontológico, único en su clase en Montevideo.  
En este Instituto es en donde todos encontrarán las ventajas deseadas para obtener una buena dentadura sin molestias ni sacrificios.  
1.° A qui solo hacemos las EXTRACCIONES, ORIFICACIONES Y EMPLOMADURAS sin el mas mínimo dolor, por medio de la máquina anestésica inofensiva que poseemos ÚNICA en la América del Sud y hicemos toda clase de trabajos conocidos en el arte dentario SIN EXCLUSIÓN, a satisfacción del mas exigente.  
2.° Los precios son al alcance de todas las clases.  
3.° Alqueno lo fuera cómo lo pagar el trabajo al contado lo podrá hacer por mensualidades de uno ó dos pesos ó mas, según lo comode y plazca.  
4.° Luego todos pueden asegurar sus dientes por la ínfima suma de CINCUENTA cts. por mes, siempre que los suscritores de cada familia sean menos de cinco, siendo mas se hará una rebaja de un veinte por ciento a los que se les cuidará la dentadura haciéndoles toda clase de reparaciones que fueran necesarias, hasta colocarle la dentadura completa si hubiese necesidad, por lo tanto los asegurados tendrán derecho a que los Directores lo mantengan la dentadura en perfecto estado de conservación ya sean los dientes naturales ó artificiales.  
Pido a las familias que ocurran al Instituto y pidan datos, y se suscriba al menos uno de ellos y así podrán ver las innumerables ventajas que le reporta el tener asegurada la dentadura en dicho Instituto.  
Jn.28-p.

## HOTEL FRANÇAIS

PANIER FLEURI  
Calle 25 de Mayo Esquina Colon  
Este establecimiento se recomienda por su posición especialísima y el servicio esmerado que presta a los viajeros en este hotel, todas las comodidades apetecibles unidos a un asfible rato y sobre todo a la economía. Restaurant a la carta. Salon especial para banquetes, pieza alones amueblada para familias y hombres solos.  
Jn.28-p.

## RESTAURANT DEL CORREO

**MORANDI HERMANOS**  
RECIENTEMENTE RENOVADO Y AMPLIADO  
ESPECIALIDAD EN VINOS DE CHIANTI RECIBIDOS DIRECTAMENTE POR LA CASA

Por mayor y menor

EN ESTABLECIMIENTO DE ESTABLECIMIENTO SE ADMITEN PENSIONISTAS Y SE LLEVAN VIANDAS A DOMICILIO A PRECIOS QUE NO ADMITEN COMPETENCIA.

ALMUERZO 1.50 cts.

231 CALLE SARANDI 235

## BEAU NOTAIRE

PAR PIERRE NINOS

QUATRIEME PARTIE

MARGOT

CHAPITRE PREMIER

III

LES TÉMOINS

—Croyez-vous, demanda encore le président au docteur Dupuy, qu'une première tentative d'empoisonnement ait été faite avec la limonade?  
—Non, Monsieur le président, l'empoisonnement par l'acide prussique se reconnaît surtout à l'odeur qui s'exale de la bouche des victimes, lorsque je suis arrivé auprès de Mme Lesparre, je me suis penché sur elle; elle m'a parlé à diverses reprises de très près, et j'affirme que pas la moindre odeur d'amande amère n'était ni sur elle, ni autour d'elle.

Aussitôt qu'elle a eu bu le dernier bol de tisane, au contraire, cette odeur est devenue insupportable.  
—Mais les premières convulsions, à quoi les attribuez-vous? Serait-ce, comme le dit l'accusé Lesparre, à un accès de fièvre chaude qui aurait enlevé à la jeune femme sa raison?  
—Pas lo moins du monde, Monsieur le président, et Mme Lesparre a été en possession d'elle-même jusqu'à son dernier soupir. Ses premières convulsions sont simplement dues à un accès de colère et de rage, tellement violent qu'il s'est transformé en une attaque d'hystérie.  
Ces choses-là sont fréquentes, et une très forte excitation des sens, due soit à la jalousie, soit à une autre cause, mais toujours dans cet ordre d'idées, peut amener instantanément une de ces crises.  
D'après moi, et sans aucun doute, c'est ce qui est arrivé; mais Mme de Légnac a vu en même temps qu'elle était perdue, et la tisane additionnée d'acide prussique a seule coupé court à des confidences qu'elle ne se sentait pas la puissance d'arrêter immédiatement d'une autre façon.  
L'avocat d'Eglantine protesta encore. C'était peine perdue, quant à l'opinion publique, et, tandis que Margot demeurait im-

**AMERICAN HOUSE**  
Colon 127 — MONTEVIDEO  
**MAISON MEUBLEE**  
Bellas chambres et excellents lits  
Ouverts jour et nuit  
LODGING HOUSE  
Excellent rooms and beds  
Open door day and night  
**CASA AMUEBLADA**  
Excelentes piezas y camas  
Abierta de día y de noche  
**I. MOUTIES**

**Chapeaux et nouveautés**  
Pour dames et enfants  
RUE SAN JOSÉ 100A ET 100B  
(Entre Convención et Arapey)  
Cetle importante maison reçoit toutes les fournitures pour modes; telles que: modèles de formes, plumes, rubans, velours, dentelles, fleurs, tulles et tout ce qui concerne la confection des chapeaux.  
SPECIALITÉ POUR DAMES  
Atelier parisien pour la fabrication des chapeaux de paille et de feutres, autres fantaisies. On fait également sur commande. Réparations en tout genre.  
Teinture de plumes et de chapeaux  
**J. S. GONTHARET ET CIE.**  
RUE SAN JOSÉ 100A ET 100B

**AU 14 JUILLET**  
MAGASIN DE CHAUSSURES  
DE  
**JUAN PORTASSEN**  
Chaussures pour hommes femmes et enfants  
Spécialité pour: chaussures sur mesure. Dernières modes de Paris  
**PRIX MODÉRÉS**  
76—MACIEL—76

**COLLEGE FRANCO ANGLAIS**  
Enseignement commercial.  
Leçons de nuit.  
CALLE JUNCAL 95

**Chemiserie Française**  
de  
**R. MARROT**  
On fait des chemises sur mesure, on change les cols, poignets et plastrons. Chemises, calçons, chemisettes, bas, Mouchoirs cravates, etc.  
Prix modérés.  
93—Calle San José—93

**DOS AMERICANOS**  
196—ARAPEY—196



Elaboración de café a vapor. — Torrefacción del café por el aire concentrado.  
Ventas por mayor y menor.  
Especialidad en cafés finos para familias.  
Economía de un 25 %.  
**196-CALLE ARAPEY-196**  
MONTEVIDEO  
Teléfono «Montevideo» número 610.

## SECTION MARITIME



**PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS**  
**Messageries Maritimes**  
Le paquebot français,  
**ORENOQUE**  
Capitaine: BRETEL  
Partira le 21 Décembre à 8h du matin faisant escales à Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco, Dakar, Lisbonne et Bordeaux.

passible, le docteur s'éloigna, réservant les détails de l'autopsie pour le moment où il serait appelé concurremment avec les experts de Montpellier.  
Les domestiques de la maison de Légnac furent entendus à titre de renseignements.  
Savaient-ils quelque chose sur les relations qui pouvaient exister entre leur maîtresse et le notaire.  
Ils avaient entendu raconter beaucoup d'affaires; mais ils n'avaient jamais rien vu, ni les uns ni les autres.  
Avant le mariage de M. Lesparre, Madame allait journellement chez son voisin, en passant par la porte de communication. A cette époque, le notaire vivait seul avec: Bartharès; il n'avait pas de domestique, et Bartharès n'était pas bavard.  
Depuis le mariage de M. Lesparre, au contraire, c'était le notaire qui venait chez Mme de Légnac; il s'enfermait avec elle, dans la chambre du haut, et cela très fréquemment; mais Mme Plavès surveillait les abords de cette pièce si scrupuleusement que jamais, certainement, aucune oreille n'avait pu s'appliquer à une serrure ni saisir un mot au vol.  
Marceline, la servante de Lucie, fut appelée après ces insignifiants témoignages.  
—Monsieur aimait beaucoup Madame, af-

Le vapeur français,  
**CORDOUAN**  
Capitaine: SICARD  
Partira le 21 Décembre pour Bordeaux, faisant escales à Rio Janeiro et Dunkerque.

Le paquebot français:  
**LA PLATA**  
Capitaine BAULE  
Partira le 6 Janvier à 3 heures du soir faisant escales à Rio Janeiro, Dakar, Lisbonne et Bordeaux

Le vapeur français:  
**ADOUR**  
Capitaine: FOURNIER  
Partira le 10 Janvier pour Brésil et Bordeaux  
Pour plus amples informations et pour traiter du fret des marchandises s'adresser à l'Agence, rue Zabala 78.  
L'Agent, A. PARDEILHA.

**Mensajerías Fluviales del Plata**  
ITINERARIO  
DEL VAPOR NACIONAL  
**MONTEVIDEO**

Salvo todos los viernes para Buenos Aires, Parana, Fray Bentos, Gualeguaychú, Uruguay, Paysandú, Villa Colon, Guayitú, Concordia.  
Llega del Salto y escalas todos los jueves.  
Admite pasajeros, cargas encomiendas y dinero a flete para dichos puntos.  
Vapor Nacional  
**LIBERAL**  
Capitan: Pintos.  
Salvo todos los martes para Salto y escalas tocando en Colonia.  
Ernesto Julia.  
Calle Piedras, núm. 173.

**CHARGEURS REUNIS**  
COMPAGNIE FRANÇAISE  
DE NAVIGATION A VAPEUR

Le vapeur français  
**Uruguay**  
Capitaine LE GUEN  
Partira le 27 de Diciembre pour Santa Cruz de Tenerife, Dunkerque et le Havre.

Le vapeur français  
**PAMPA**  
Capitaine FONTAINE  
Partira le 27 de Diciembre pour Dunkerque et le Havre.

Prix des Places  
1re. classe Fr: 750. 3me. distincte (350)—3me. 150  
Pour plus de renseignements sur les passages et les frets s'adresser à l'Agent.  
**P. TALHOVARN**  
201-Avenue Piedras, altos.  
Téléphone «La Cooperativa» núm. 172.

firma-t-elle, et le 17 juin au matin, étant entrée par hasard dans la chambre commune de Monsieur et de Madame, elle certifiât avoir surpris Monsieur embrassant Madame à bouche-que-veux-tu!...  
Celle-ci en paraissait fort heureuse; elle riait à se tortler.  
Elle s'arrêta, rougit, et comme le président demandait si elle n'avait pas vu autre chose:  
—Dame! dit-elle, Monsieur, j'ai emporté les habits de mon maître, et lorsque je suis revenue—longtemps après, ça se comprend—Madame trotait par la chambre, et elle insistait pour que Monsieur l'emmenât à la campagne avec lui.  
—Alors, d'après vous, ils étaient d'accord?  
—Oh! oui, Monsieur!... Madame est restée à chanter toute la matinée. Vers neuf heures, je suis sortie pour aller porter des ordres à sa tailleur. Je ne me suis pas pressée, parce que Madame avait dit qu'elle irait déjeuner chez sa cousine, et m'avait donné congé. En revenant, je suis montée pour faire sa chambre, mais Madame n'était pas sortie, comme je le croyais.  
Elle n'était plus la même que lorsque je l'avais quittée; elle avait le visage défilé comme si elle relevait d'une maladie de six mois, et

**P. S. N. C.**  
**COMPAGNIE DU PACIFIQUE**  
Ligne bi-mensuelle de vapeurs  
ENTRE  
Liverpool, Rio de la Plata et Valparaiso  
Desservie par les magnifiques vapeurs suivants:  
Aconcagua 4112 tons. John Elder 4152 tons  
Arcángel 3877 " Liguria 4688 "  
Britannia 4172 " Magellan 3856 "  
Gambia 3829 " Polart 4276 "  
Iberia 4702 " Patagonia 3860 "  
Sorata 4059 tons.

Vingts à Europe en 18 días  
Le rapide, vapeur anglais  
**IBERIA**  
Capitaine: GEORGE MASSEY R. N. R.  
Partira le 21 Décembre 1891  
Pour Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco, Bordeaux, Plymouth et Liverpool.  
**PASAJES A VIGO: 30 PESOS**  
8 ANS FRAS DE QUARANTA AÑOS  
Il sera servi gratuitement du vin aux passagers DE TOUTES LES CLASSES à bord de TOUS les vapeurs de la compagnie.  
Pour plus de détails s'adresser à:  
**Wilson, Sons & C.º Limited**  
AGENTS A  
MONTEVIDEO: BUENOS AIRES: RUE SOLIS 55 | RUE RECONQUISTA 36  
Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco et San Vincent.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
DE  
**TRANSPORTS MARITIMES**  
A VAPEUR  
SERVICE RÉGULIER  
DE BUENOS AIRES A NAPLES

vapeur français,  
**AQUITAINE**  
Commandant: BONNOT  
Partira le 19 Décembre pour Santos, Rio Janeiro, Bahia, Marseille, Barcelone, Gênes, Naples.  
Le vapeur français:

**Bearn**  
Commandant: PÉRTI  
Partira le 5 Janvier 1892 pour Santos, Rio Janeiro, Bahia, Marseille, Barcelone, Gênes, et Naples.  
FLOTTE DE LA COMPAGNIE  
(Ligne de l'Amérique du Sud)  
Bearn..... de 5.000 tonnes et 2.400  
Bourgoigne > 2.500 > 1.300  
Bretagne > 3.000 > 1.200  
La France > 4.000 > 1.600  
Poitou > 2.800 > 1.200  
Provence > 5.000 > 2.500  
Aquitaine > 5.500 > 3.000  
Espagne > 6.000 > 3.000

**PASSAGES DE MONTEVIDEO A PARIS**  
On délivre des passages de Montevideo à Paris en 1re 2e et 3e classe. Les passages d'aller sont valables pour 45 jours, et ceux d'aller et retour pour 6 mois, à compter de la date du départ.  
Les passagers peuvent obtenir dans les mêmes conditions des billets de Paris à Montevideo aux bureaux de la Société, rue de la Charité d'Antin No. 21.  
Prix des passages d'aller: 1re classe \$ 140.— 2me. 105.— 3me. 45.— Aller et retour: 1re. classe \$ 240.— 2me. 180.— 3me. 75.  
En cas de quarantaine en Europe, les frais de passagers de 3me. classe seront pour compte de la Compagnie.  
Les passagers qui prendront des billets d'aller et retour jouiront d'un rabais de 20 0/0.  
Les personnes qui désireraient faire venir des passagers d'Europe payeront leur passage ici contre une lettre de crédit, et dans le cas où le voyage n'aurait pas lieu le prix du passage sera intégralement remis.  
Pour plus de détails, fret et passages s'adresser à l'Agent.  
**RUE ZABALA 72.**  
Soulas, Renouveau

elle paraissait tellement préoccupée qu'elle ne s'est pas aperçue que j'étais dans sa chambre.  
—Ah! mon Dieu que je lui ai dit, qu'a Madame!... Il lui est arrivé quelque chose, bien sûr!  
Elle avait les sourcils froncés et ne m'a pas d'abord entendue; puis quand elle a saisi le sens de mes paroles, elle s'est mise dans une grande colère, m'a chassée, et m'a défendu de remonter sans qu'elle me rappelât.  
—Et d'où venait cette colère?  
—Je ne le sais pas, Monsieur.  
—Peut-être parce que vous étiez restée trop longtemps dehors?  
—Oh! non! puisque Madame avait l'habitude de s'habiller seule et qu'elle m'avait dit d'aller déjeuner chez ma sœur.  
—Était-elle violente?  
—Non, Monsieur, excepté lorsqu'il s'agissait d'argent. On pouvait sortir, rentrer, aller, venir... Madame ne disait jamais rien. Mais si on dépensait dix sous de plus qu'à l'habitude, elle entraînait dans des colères noires, voulait tout casser, et menaçait de mettre les gens à la porte.  
—Quelqu'un était-il venu la voir pendant votre absence?  
(A suivre.)